

sation effective » de celle-ci afin de lutter efficacement aussi bien pour la « paix » (contre la guerre) que pour provoquer le « changement total d'orientation politique ». Mais sur les formes de l'action, Thorez restait prudent, renseigné entre autres par les résultats médiocres de la mobilisation du 12 février. Il conseillait de « tenir compte des différences du niveau de combativité et des possibilités d'avoir actions différentes se continuant, débrayages sur le tas, débrayages avant l'heure, grèves de 24 heures, manifestations dans la rue, etc. » (3). Il soulignait d'autre part que « l'action ne s'improvise pas ».

Tout ce qui s'est passé ensuite en juin, deux mois environ après la discussion au Bureau Politique et un mois à peine après la publication de l'article Billoux, a démontré que la direction du P.C.F., busculée par les événements et l'offensive de la bourgeoisie, n'a pas su tenir encore une fois la mesure et appliquer correctement la ligne Thorez. Elle a effectivement péché par excès de sectarisme et d'aventurisme dans « l'action de masse », ayant ordonné des formes d'action dans des conditions d'improvisation bureaucratique qui n'ont tenu compte d'aucune réalité. D'autre part, ni la base du Parti, ni les masses plus larges qui votent pour lui n'avaient le temps de réaliser le tournant qu'impliquait l'article Billoux (4). Les actions politiques décidées en juin par la direction du Parti les surprenaient à un moment où la bourgeoisie contre-attaquait vigoureusement et, en arrêtant J. Duclos, lançait un défi direct au P.C., l'acculant brusquement à une épreuve de force.

La manière dont la direction du P.C. a interprété son échec dans cette épreuve et réagi à celui-ci fut une nouvelle démonstration de la médiocrité politique, de l'empirisme et de la couardise qui caractérisent tant d'équipes de bureaucrates petits bourgeois que l'histoire a placées jusqu'ici à la tête du mouvement ouvrier.

Ceux qui n'ont pas marché après l'arrestation de Duclos, qui n'ont pas suivi les mots d'ordre d'action du Parti, n'étaient autres que les ouvriers eux-mêmes dont une très grande partie votait cependant pour le P.C. et la C.G.T. Peut-on dire sérieusement que ces ouvriers n'ont pas marché parce qu'effrayés par le caractère trop « gauche » de la nouvelle ligne exprimée dans l'article Billoux ? Ou au contraire parce que cette ligne leur tombait dessus brusquement, après des années d'une pratique opposée qui dissociait la perspective socialiste de leurs luttes quotidiennes et ne permettait pas de les entraîner dans la lutte avant tout contre leur propre bourgeoisie ?

(3) « Cahier J. Duclos ».

(4) E. Fajon insista lors de la discussion préparatoire de l'article Billoux pour « ne pas donner l'impression d'un tournant » et « faire pénétrer ces idées (nouvelles, de Thorez) dans la presse et nos divers moyens d'expression ». (« Cahier Duclos. »)

D'autre part, même si la ligne de classe et l'éducation qu'une telle ligne entraîne pour les masses avaient été pratiquées depuis plus longtemps par la direction du P.C.F. et non pas brusquement depuis deux mois à peine, une action de l'ampleur de celle décidée en juin dans l'énerverment et la déroute des dirigeants stalinien devait tenir compte, pour le choix de ses formes du réel esprit des masses dans chaque corporation et s'y adapter.

Si les ouvriers n'ont pas marché en juin en faveur du P.C.F. attaqué par la bourgeoisie, c'est parce qu'au fond d'eux-mêmes, bien qu'ils votent pour le P.C., ils cachent un sentiment de réserve et de scepticisme envers la politique opportuniste pratiquée depuis des années par la direction de ce parti. Aucun tournant « gauche » ne pouvait dissiper en deux mois ce sentiment et le transformer brusquement en soutien enthousiaste d'une action décisive en faveur du P.C. Au contraire, le tournant « gauche » est apparu à beaucoup dicté une fois de plus par des considérations occasionnelles liés aux intérêts du Kremlin, et non comme l'expression véridique d'un sincère retour à une ligne de classe conséquente. Ce sont en réalité des compagnons de route petits bourgeois du P.C.F. qui ont condamné dès le début le tournant Billoux comme une manifestation « gauchiste », « sectaire », qui sabotait effectivement la réalisation d'une politique de véritable « coexistence pacifique » à l'extérieur comme à l'intérieur même de la nation, c'est-à-dire d'une véritable collaboration de classe. Les événements de juin et les échecs subis dans l'action du P.C. ont renforcé leurs critiques ainsi que leur pression sur la direction stalinienne.

Celle-ci, par sa réaction exprimée dans le rapport Fajon au Comité Central du 18 juin, semble être beaucoup plus sensible aux arguments et à la pression de l'aile petite bourgeoise du mouvement qu'elle dirige qu'aux vrais motifs de la non mobilisation effective des masses ouvrières.

Sans condamner explicitement l'article Billoux ni ses thèmes essentiels (analyse de la situation internationale, rôle de la bourgeoisie française, nécessité d'actions de masse effectives), Fajon a déplacé à nouveau l'accent vers la droite en restreignant l'importance de la lutte contre la bourgeoisie française à la lutte contre quelques « capitalistes milliardaires », en spéculant à nouveau sur les « fissures » au sein de la bourgeoisie et en dissociant la lutte pour la paix et les revendications de la lutte pour le socialisme. Il voyait dans ce déplacement de l'accent à droite la possibilité et de lutter contre le « sectarisme » qui risquait d'emporter le Parti loin de la « bonne route » et de renouer les liens avec les masses prolétariennes et petites bourgeois au niveau le plus bas, le plus élémentaire, celui des revendications économiques et de la défense des libertés démocratiques.